Nations Unies DP/DCP/TLS/4

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Distr. générale
27 juin 2025
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2025
25-28 août, New York
Point 6 de l'ordre du jour provisoire
Programmes de pays et questions connexes

Descriptif de programme de pays pour le Timor-Leste (2026-2030)

Table des matières

Page

I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2

II. Priorités du programme et partenariats 4

III. Administration du programme et gestion des risques 7

IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme 8

Annexe

A. Cadre de résultats et d'allocation des ressources 10

25-10624 (F) 080725 150725

Merci de recycler

I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable

1. La République démocratique du Timor-Leste est constituée de la moitié orientale de l'île de Timor, de l'exclave côtière d'Oecusse et des îles mineures d'Atauro et de Jaco. Le pays s'étend sur 14 950 kilomètres carrés et sa population est estimée à 1 341 737 habitants (recensement de 2022)[1].

2. Le Timor-Leste a réalisé des progrès en matière de développement socioéconomique et de stabilité depuis le rétablissement de l'indépendance en 2002. Son indice de développement humain s'est progressivement amélioré, mais ces dernières années il a stagné à 0,566, ce qui le classe toujours dans la catégorie « moyenne » (155e rang mondial)[2]. Malgré ces progrès, le Timor-Leste reste un pays fragile, classé à la fois parmi les pays les moins avancés[3] et les petits États insulaires en développement[4].

3. Le Gouvernement timorais a souligné qu'« il [était] vital pour la communauté internationale de continuer à soutenir les efforts déployés par le pays en vue de devenir plus résilient face aux chocs multiples et de mettre en œuvre le Plan national stratégique de développement (2011-2030)[5] qui se concentre sur le développement du capital humain ».

4. L'évaluation indépendante du programme de pays a confirmé que celui-ci tenait compte des priorités nationales et qu'il avait renforcé les capacités des principales institutions gouvernementales aux niveaux national et local. Cette évaluation a mis en évidence l'importance d'aligner les petits investissements en aval sur un engagement plus stratégique concernant les problèmes liés au développement économique et humain à moyen et à long terme. Elle a également souligné la nécessité d'une coopération plus efficace avec les entités des Nations Unies et les partenaires bilatéraux, faisant remarquer que la réduction des financements avait entraîné une concurrence malsaine pour des ressources limitées.

5. D'après l'analyse commune de pays[6], qui recense les problèmes et les possibilités en matière de développement, les priorités du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable[7] (2025-2030) sont alignées sur les ambitions du Plan national stratégique de développement (2011-2030).

6. *Capital social* : le capital humain est essentiel au développement durable du Timor-Leste. L'amélioration de l'éducation, des soins de santé et des possibilités d'emploi est primordiale pour la garantie de la stabilité et de la prospérité à long terme. Le pays a progressé en ce qui concerne l'élargissement de la portée des soins de santé (1,5 médecin pour 10 000 habitants)[8] et l'augmentation des établissements scolaires (30 % des écoles rurales doivent être réparées)[9], mais des problèmes

[1] Gouvernement timorais | https://timor-leste.gov.tl/?p=38763&lang=en&n=1.
[2] PNUD | https://hdr.undp.org/content/human-development-report-2023-24.
[3] Portail de l'ONU sur les pays les moins avancés | https://www.un.org/ldcportal/content/timor-leste-graduation-status.
[4] Petits États insulaires en développement | https://www.un.org/ohrlls/content/list-sids.
[5] Plan de développement stratégique portant sur la période 2011-2030 pour le Timor-Leste | https://timor-leste.gov.tl/wp-content/uploads/2011/07/Timor-Leste-Strategic-Plan-2011-20301.pdf.
[6] Coordonnatrice résidente des Nations Unies (2025), *Analyse commune de pays*.
[7] Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable | https://timorleste.un.org/sites/default/files/2021-04/UNSDCF%20Timor-Leste%202021-25%20Final_0.pdf.
[8] Nombre de médecins (pour 1 000 habitants) – Timor-Leste | Données.
[9] Enseignement de qualité | UNICEF Timor-Leste.

persistent, en particulier dans les zones rurales, où le taux d'alphabétisme est de 67,5 %[10]. D'après les estimations, 56,4 %[11] de la population ont moins de 25 ans, ce qui entraîne une demande croissante de formation professionnelle et de perfectionnement pour une satisfaction des besoins du marché du travail. L'avancement des jeunes et l'augmentation de leurs possibilités restent des priorités pour le Gouvernement, tout comme la promotion de la cohésion sociale dans l'objectif d'édifier une société pacifique.

7. *Développement économique* : le Timor-Leste est aux prises avec de sérieux problèmes pour ce qui est de passer d'une dépendance aux revenus du pétrole et du gaz à un modèle économique plus durable. Avec 41 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté national[12] et 67 % résidant dans les zones rurales[13], l'agriculture reste un secteur stratégique, étant donné qu'elle assure la subsistance d'environ 80 % de la population. La lutte contre les risques liés au climat dans les collectivités rurales reste une priorité essentielle. Le secteur privé, dominé par les petites et moyennes entreprises, est freiné par un manque de main-d'œuvre qualifiée. L'avancement économique des femmes et des jeunes reste essentiel à l'édification d'une économie durable et d'une société équitable.

8. *Développement des infrastructures* : le développement des infrastructures au Timor-Leste est essentiel à l'amélioration des services publics, à la stimulation de la croissance économique et à l'amélioration de la qualité de la vie. Le réseau routier reste sous-développé, seuls 23 % de la population vivant à proximité de routes à revêtement en dur[14]. Les zones rurales continuent de rencontrer des difficultés d'accès à des infrastructures de base, notamment en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Le Gouvernement investit dans des sources d'énergies renouvelables telles que l'énergie solaire et l'hydroélectricité et élargit la connectivité à Internet, en particulier dans les zones urbaines, afin de promouvoir sa stratégie de transition numérique. Selon l'indice de l'Université de Notre Dame (ND-GAIN Country Index)[15], le Timor-Oriental présente un niveau élevé de vulnérabilité et se heurte à d'importants problèmes en ce qui concerne le renforcement de sa résilience face aux effets des changements climatiques et aux risques de catastrophe. Les investissements dans les infrastructures sont donc essentiels à la promotion du développement du pays, dans les domaines de l'économie, des questions sociales et de la gouvernance.

9. *Cadre institutionnel* : le Timor-Leste cultive une démocratie résiliente et se classe régulièrement parmi les plus efficaces, selon le cadre mondial de l'état de la démocratie (Global State of Democracy)[16]. L'instabilité politique des années passées a eu une incidence sur la continuité des politiques publiques, la planification à long terme et la consolidation des capacités institutionnelles. La réforme du système juridique reste une priorité nationale, tout comme la lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes et la lutte contre la violence à l'égard des femmes, qui

[10] Taux d'alphabétisme | https://borgenproject.org/8-facts-about-education-in-timor-leste/.

[11] Taux de chômage des jeunes | https://www.laohamutuk.org/DVD/DGS/Cens22/Summary-Children-and- Youth_WEB.pdf.

[12] Incidence de la pauvreté en fonction du seuil de pauvreté national (% de la population) – Timor-Leste | Données.

[13] Macrotrends, Population rurale du Timor-Leste | https://www.macrotrends.net/global-metrics/countries/TLS/timor-leste/rural-population.

[14] Projet « Accelerating Clean Energy Access to Reduce Inequality » (ACCESS) (Accroître l'accès à l'énergie propre pour réduire les inégalités) | Programme des Nations Unies pour le développement.

[15] ND-GAIN Country Index | https://gain-new.crc.nd.edu/country/timor-leste.

[16] Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) | https://www.idea.int/democracytracker/country/timor-leste.

touche environ la moitié des femmes âgées de 15 à 49 ans[17]. Le pays s'emploie à instituer une décentralisation afin d'améliorer la gouvernance locale. Toutefois, des efforts continus doivent être déployés en vue d'améliorer la prestation des services publics, en particulier dans les zones rurales.

10. Le PNUD contribuera aux quatre réalisations du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable en tirant parti de ses avantages comparatifs : a) un partenariat de longue date et de confiance avec le Gouvernement timorais, antérieur à l'indépendance du pays ; b) un excellent bilan en matière de gouvernance, d'état de droit et de paix ; c) une expertise en matière de programmes relatifs au renforcement des capacités ; d) une approche intégrée de la recherche de solutions aux problèmes de développement ; e) une capacité avérée en matière d'exécution de programmes ; f) l'accès à un réseau mondial pour les politiques et les connaissances.

II. Priorités du programme et partenariats

11. Ce programme a été conçu dans le cadre d'un processus de consultation participatif mené par le Ministère des affaires étrangères et de la coopération, avec la participation d'institutions gouvernementales, d'organisations de la société civile, d'établissements d'enseignement supérieur, de partenaires de développement, de la communauté internationale et d'organismes des Nations Unies.

12. En s'appuyant sur les catalyseurs que sont l'innovation, la transition numérique et le financement du développement, le PNUD applique une approche du développement humain qui vise à améliorer le bien-être des individus grâce à l'autonomisation, à la justice et à la durabilité. Il s'emploie à garantir que tous les individus puissent vivre longtemps et en bonne santé, et s'épanouir. Chez les groupes vulnérables, le programme mettra l'accent sur les femmes, les enfants, les personnes handicapées, les personnes âgées, les populations rurales, les populations autochtones, les ménages à faible revenu et les jeunes sans emploi.

13. Grâce à cette approche, le PNUD vise à contribuer à la réalisation des objectifs de développement communs aux organismes des Nations Unies en promouvant une pensée systémique qui tient compte de la complexité des problèmes et des causes profondes des privations subies par les personnes les plus défavorisées. Il donne la priorité à l'amélioration de la protection sociale, au renforcement de la résilience économique et environnementale, et au respect des principes des droits humains que sont la responsabilité, la participation effective et la non-discrimination.

14. Le nouveau programme de pays s'appuie sur ces éléments qui sous-tendent sa théorie du changement, laquelle sera réexaminée tout au long de la mise en œuvre.

15. Dans le cadre du programme, deux voies de changement principales sont prévues. La première contribue aux deux réalisations (capital social ; gouvernance démocratique et cadres institutionnels) en renforçant les institutions, l'espace civique et la participation qui sont des catalyseurs d'une croissance généralisée, de l'égalité des chances dans l'emploi, tout en veillant à ce que la société dans son ensemble bénéficie de tout le potentiel de la transformation numérique.

16. La deuxième voie, qui vise à favoriser le développement économique et la gestion des catastrophes, promeut un modèle de développement économique plus durable et plus vert, ainsi qu'une meilleure résilience socioéconomique face aux chocs liés au climat. Il s'agit notamment de promouvoir l'entrepreneuriat, la

[17] Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme | https://www.ohchr.org/fr/news/2023/05/experts-committee-elimination-discrimination-against-women-commend-timor-leste.

diversification économique, les énergies propres et renouvelables et la protection de la biodiversité et des écosystèmes.

17. Ces voies de changement visent à renforcer les systèmes de gouvernance, à diversifier l'économie et à promouvoir la durabilité environnementale et la résilience face aux chocs. Elles sont conçues dans l'objectif de réduire la pauvreté et les inégalités, en particulier dans les zones rurales, d'améliorer les taux d'emploi et d'élargir l'accès à des services de qualité, ce qui renforcerait la responsabilité institutionnelle.

18. Le PNUD adopte une approche intégrée qui tire parti de ses catalyseurs et de ses solutions types, l'objectif étant de favoriser le développement humain au Timor-Leste. Le programme porte sur des domaines interdépendants tels que l'accès à l'éducation et à la santé, l'autonomisation, la réduction de la pauvreté, les solutions fondées sur la nature, la résilience, les infrastructures, la promotion des femmes et des filles, et la gouvernance, sans oublier le principe visant à ne laisser personne de côté.

19. L'efficacité de l'exécution du programme dépendra du maintien de la stabilité politique ; de l'engagement national en faveur de la réforme économique et du développement durable ; de la disponibilité des ressources humaines et financières ; de la participation durable des parties prenantes nationales et internationales. Pour parvenir à une transformation en profondeur, il faudra passer de l'octroi de fonds au financement du développement, en faisant concorder les avantages comparatifs, les possibilités et les partenariats.

Capital social et services inclusifs

20. Pour le Timor-Leste, jeune pays à la population croissante, investir dans le capital social est essentiel au développement durable et à la réduction de la pauvreté. Le PNUD aidera à la suppression des obstacles structurels à la participation socioéconomique et à l'avancement des femmes, des jeunes, des personnes âgées, des ménages à faible revenu et des autres groupes marginalisés, en particulier dans les zones rurales, en améliorant l'accès à des services de santé et d'éducation de qualité, en favorisant le développement d'une main-d'œuvre qualifiée et en renforçant les mécanismes qui favorisent la cohésion sociale. Ces efforts devraient permettre d'augmenter la productivité, contribuer à la croissance économique et à la stabilité sociale, et améliorer les conditions de vie en général.

21. Le PNUD s'engage à faire ce qui suit : a) améliorer l'accès aux établissements sanitaires et scolaires, en particulier pour les femmes et les populations rurales, en faisant en sorte qu'un maximum de personnes aient accès aux services et en contribuant à améliorer l'efficacité de ceux-ci, en collaboration avec le Ministère de la santé, le Ministère de l'éducation, les municipalités, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ; b) fournir des formations professionnelles et commerciales, en particulier à l'intention des jeunes et des femmes, afin d'adapter les compétences aux exigences du marché du travail, en partenariat avec le Ministère du commerce et le secteur privé ; c) renforcer la prévention des conflits, en particulier auprès des jeunes et des populations rurales, afin de réduire les tensions et de promouvoir la paix, en coopération avec le Ministère de l'intérieur, la police nationale et les autorités municipales.

Développement économique

22. Les progrès réalisés en ce qui concerne le développement des secteurs non pétroliers, comme l'agriculture, le renforcement de l'entrepreneuriat et des petites et moyennes entreprises, et la promotion de la gestion durable des ressources naturelles, contribueront à jeter les bases d'une durabilité économique à long terme et de

l'amélioration de la qualité de la vie des Timorais, en particulier des plus vulnérables : les femmes, les populations rurales, les groupes autochtones, les ménages à faible revenu et les jeunes sans emploi.

23. Le PNUD s'engage à faire ce qui suit : a) promouvoir les pratiques durables et la diversification de la production agricole, en particulier dans les zones rurales, afin d'améliorer la sécurité alimentaire, de protéger l'environnement et de renforcer la résilience des agriculteurs, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture, le Ministère du commerce, le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ; b) élargir l'accès aux financements en promouvant des programmes de subventions aux petites et moyennes entreprises, des modèles de financement mixte et des fonds d'investissement à impact, en partenariat avec le Ministère du commerce, le Ministère de l'agriculture, les chambres de commerce et les autorités municipales ; c) renforcer les petites et moyennes entreprises, en particulier celles dirigées par des entrepreneuses, et promouvoir le développement de la chaîne de valeur et la création d'emplois, notamment pour les jeunes, afin de favoriser la génération de revenus durables ; d) renforcer la protection de la biodiversité et améliorer les services écosystémiques, en particulier dans les zones côtières et marines, afin de préserver les habitats, de prévenir l'extinction des espèces, de promouvoir la durabilité environnementale et de promouvoir l'économie bleue, en collaboration avec le Ministère de l'environnement, le Ministère de l'agriculture et les autorités municipales.

Gestion des catastrophes, résilience climatique et résilience des infrastructures

24. Vu l'exposition du Timor-Leste aux pressions environnementales et aux risques naturels, il faut adopter une approche intégrée. S'appuyant sur la solution type du PNUD en matière d'environnement, le programme améliorera les infrastructures se rapportant à l'énergie, à l'eau et à l'assainissement, facilitera l'accès aux énergies propres et renouvelables, et renforcera les capacités de résilience des populations timoraises.

25. Le PNUD collaborera avec le Ministère des travaux publics et le Ministère de l'environnement pour construire des routes rurales durables, des ponts, des murs de gabion, des systèmes d'irrigation et des infrastructures d'eau et d'assainissement, qui peuvent résister aux chocs écologiques, favorisant ainsi la résilience aux changements climatiques et la création d'emplois, en particulier pour les jeunes et les femmes des zones rurales. Le programme permettra d'élargir le recours à l'énergie solaire dans les installations publiques telles que les centres de santé, les écoles et les bâtiments communautaires dans les zones rurales, afin de garantir une prestation stable des services sociaux, en partenariat avec le Ministère des travaux publics, le Ministère de l'administration de l'État, les autorités municipales et l'UNICEF. Le PNUD rendra également les populations plus résilientes face aux risques liés au climat en renforçant les mesures de préparation, d'adaptation, d'intervention et de relèvement, en collaboration avec le Ministère de l'environnement, le Ministère de l'intérieur, l'Autorité de protection civile, le Ministère des travaux publics, le Ministère de l'administration de l'État, les autorités municipales et l'UNICEF.

Gouvernance démocratique et cadres institutionnels

26. Pour promouvoir la gouvernance démocratique, le respect des droits humains et l'application des principes de participation effective et de responsabilité, le PNUD accélérera la transformation numérique et les innovations qui sont des catalyseurs stratégiques dans tous les domaines d'action prioritaires. À cette fin, il se concentrera sur l'amélioration de l'accès décentralisé aux services de base, l'amélioration de la prestation des services numériques, le renforcement du système judiciaire,

l'accroissement de la transparence dans la gestion des finances publiques et la contribution à l'organisation d'élections équitables.

27. Le PNUD collaborera avec les entités ci-après : a) le Ministère de l'administration publique, le Ministère de la justice, les autorités municipales, l'UNICEF, l'OMS, le PAM, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), pour apporter son concours au processus de décentralisation et rendre plus efficaces les administrations locales, en renforçant la responsabilité des autorités publiques, en améliorant la prestation de services et en élargissant l'accès aux populations rurales et vulnérables, tout en réduisant les inégalités ; b) le Ministère de l'administration de l'État, le Ministère de la justice, les autorités municipales, l'UNICEF, l'OMS, le FNUAP et le PAM, pour aider à moderniser les plateformes publiques grâce à des solutions numériques, en améliorant l'efficacité et la transparence des services, en particulier pour les populations rurales ; c) le Ministère de la justice, la commission de lutte contre la corruption, le Bureau du Procureur général et ONU-Femmes, pour contribuer à la mise en œuvre du plan d'action relatif à la réforme de la justice, renforcer l'état de droit et faciliter l'accès à la justice, en particulier pour les femmes et les personnes les plus vulnérables ; d) le Ministère des finances, le Parlement et les autorités municipales, pour renforcer l'application des principes de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques, et réduire la corruption dans l'intérêt de tous les citoyens ; e) la Commission électorale nationale, le Ministère de l'intérieur, les autorités municipales et ONU-Femmes, pour contribuer à l'organisation d'élections et accroître la participation et la représentation des populations, en particulier des groupes vulnérables et des femmes.

28. Le programme s'appuiera sur des efforts coordonnés et des partenariats stratégiques avec les principales parties prenantes, à savoir : le Gouvernement pour ce qui est de la conduite et la mise en œuvre des politiques ; le secteur privé pour ce qui est de la stimulation de la croissance économique et de la création d'emplois ; la société civile pour ce qui est de la mobilisation des populations et de la défense des groupes vulnérables ; le monde universitaire pour ce qui est de l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes ; les partenaires de développement internationaux pour ce qui est du soutien financier et de l'expertise technique.

29. Le PNUD collaborera avec les Volontaires des Nations Unies pour promouvoir le volontariat en tant que plateforme pour l'avancement des jeunes et le développement local, renforçant ainsi un sentiment partagé d'édification d'une nation au Timor-Leste.

III. Administration du programme et gestion des risques

30. Le présent descriptif de programme de pays donne un aperçu de la contribution du PNUD aux résultats nationaux et constitue le principal moyen de rendre compte au Conseil d'administration de la mesure dans laquelle les résultats correspondent aux objectifs fixés et de l'utilisation des ressources allouées. Pour chaque niveau (pays, région et siège), les responsabilités afférentes à l'exécution du programme de pays sont définies dans les politiques et procédures régissant les programmes et opérations du PNUD, ainsi que dans le dispositif de contrôle interne.

31. Le programme sera exécuté au niveau national et des modalités de réalisation directe peuvent être appliquées pour tout ou partie du programme en cas de force majeure. La politique harmonisée concernant les transferts de fonds sera appliquée en coordination avec les autres entités des Nations Unies de façon à gérer les risques financiers. Les définitions et les classifications des coûts afférents aux activités de programme et aux activités visant l'efficacité du développement seront appliquées

aux différents projets concernés conformément aux règles de gestion financière du PNUD.

32. Le bureau de pays appliquera les normes d'assurance qualité ainsi que des mécanismes du PNUD en matière de gestion des risques sociaux et environnementaux et d'application du principe de responsabilité. La politique de gestion globale des risques et la politique d'exécution par portefeuille du PNUD orienteront la conception et la mise en œuvre des projets.

33. Un examen régulier des contextes politique, social et économique sera effectué, l'objectif étant de suivre les avancées, les risques et les prévisions liés au programme et de trouver des mesures d'adaptation visant à optimiser les retombées. Les risques pouvant avoir une incidence sur la réalisation des résultats escomptés sont les suivants : a) le niveau de la volonté politique et de l'engagement du Gouvernement à donner la priorité aux réformes économiques et au développement durable ; b) des contraintes liées aux capacités des institutions à mettre en œuvre les plans ; c) des lacunes dans la coordination interne et des mandats institutionnels qui se chevauchent ; d) l'insuffisance des ressources financières qui pourrait retarder ou empêcher la mise en œuvre ; e) des chocs extérieurs liés à des phénomènes environnementaux, à l'instabilité de l'économie mondiale ou à des facteurs géopolitiques ; f) des troubles internes causés par des tensions politiques, des inégalités structurelles, une mauvaise gouvernance ou des violations des droits humains.

34. Une stratégie d'atténuation a été définie en vue d'aider les partenaires nationaux à renforcer la résilience politique, socioéconomique et environnementale. Il s'agit notamment de mettre l'accent sur la pérennisation de la paix et de la stabilité ; l'accroissement des possibilités économiques ; la création d'emplois ; le renforcement de la sécurité humaine ; la réduction de l'exposition aux risques climatiques. Une approche de cocréation est appliquée avec les autorités nationales, fondée sur l'appropriation du programme par le pays, le leadership et le recours aux systèmes nationaux. Cette approche fait participer tous les partenaires ayant des interventions sectorielles pertinentes, y compris la société civile, le secteur privé et le monde universitaire.

35. Le PNUD vise à transposer le programme à une plus grande échelle en tirant parti des possibilités dans les domaines de la justice, de la décentralisation et de la transition numérique, en se concentrant sur la réforme du système judiciaire, le renforcement des capacités, l'adoption des technologies et la prestation des services au niveau local. Le programme s'attaquera aux problèmes systémiques du secteur de la justice et étudiera les possibilités de renforcer les procédures juridiques, la stabilité judiciaire, les cadres de transparence, l'application de la loi, l'aide juridique et l'accès à la justice, en particulier pour les femmes.

IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme

36. Le cadre de suivi et d'évaluation du programme facilite la mise en œuvre efficace et l'évaluation des retombées des initiatives de développement. Les évaluations seront commandées conformément au plan d'évaluation chiffré et les résultats qui en seront issus alimenteront les boucles de rétroaction, ce qui permettra de faire les ajustements ou les corrections de trajectoire nécessaires pour atteindre les résultats en matière de développement.

37. Le PNUD, en partenariat avec l'Agence nationale des statistiques, le FNUAP, le PAM, l'UNICEF et l'OMS, apportera son concours à la mise à jour du Programme d'enquêtes démographiques et sanitaires de 2016 au Timor-Leste. Cela contribuera à

améliorer les systèmes nationaux de collecte de données et de statistiques, ce qui facilitera le processus de planification, l'affectation des ressources et la prise de décision fondée sur des données probantes.

38. Les évaluations porteront sur les retombées différenciées des interventions du PNUD pour les femmes et les autres groupes de population ciblés. Le PNUD se servira des mécanismes de suivi institutionnels pour s'assurer qu'au moins 7 % du budget des projets sont alloués à la promotion du statut des femmes et à la lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes.

39. Le PNUD s'assurera de recourir à des indicateurs permettant d'obtenir des données ventilées, l'objectif étant de suivre l'avancement des femmes et des autres groupes vulnérables. Au moins 5 % du budget du programme de pays seront alloués au suivi, à l'évaluation et à l'apprentissage. La consignation et la systématisation des meilleures pratiques faciliteront la transposition à une plus grande échelle des projets et initiatives couronnés de succès et seront utiles au prochain cycle de programmation.

Annexe A

Cadre de résultats et d'allocation des ressources

NATIONAL PRIORITY OR GOAL (Strategic Development Plan): *By 2030, the people of Timor-Leste, particularly women, children, youth, people with disabilities, and the most vulnerable, thrive in dignity through equitable access to quality services and decent work in a diversified and sustainable economy. This progress is supported by resilient governance systems, strengthened capacities for disaster risk reduction and climate adaptation, and a commitment to environmental sustainability*; SDGs no 1,2,3,4,5,10,12,13,14,15, 16				
UNSDCF OUTCOME INVOLVING UNDP #1: *By 2030, the people of Timor-Leste will have better access to quality gender-responsive social services and protection and a life free from violence and discrimination*				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME 2: *No one left behind centring on equitable access to opportunities and a rights-based approach to human agency and human development*				
UNSDCF OUTCOMES INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	**DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES**	**INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS *(including indicators, baselines targets)***	**MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS**	**ESTIMATED COST BY OUTCOME (US$)**
Indicator: (SDG 7.2.1) Renewable energy share of total final energy consumption **Baseline** :12.14% (2022) **Target: TBD** **Indicator:** (SDG 4.3.1) Participation rate of youth and adults in formal and non-formal education and training in the previous 12 months, both sex, age groups, disability. **Baseline:** 7.1% (2022) **Target***:* TBD	**Data Source:** SDG Tracker & MPI, WHO	**Output 1.1: Access to reliable electricity and water in public schools and health posts improved to enhance service delivery.** **Indicator 1.1.1:** Number of public buildings (school and health post) with access to reliable electricity **Baseline:** 18 **Target:** 20 **Source:** UNDP Report **Frequency:** Annually	Ministry of Health Ministry of Education Municipalities WHO UNICEF	Regular: $0.62M Other: $1.70M
Indicator: (SDG 4.3.1) Participation rate of youth and adults in formal and non-formal	**Data Source:** SDG Global (UNESCO) Labour Force Survey	**Output 1.2: Enhanced vocational training to improve employability, economic growth, and sustainable development in Timor-Leste.**	Ministry of Commerce Private Sector	

education and training in the previous 12 months, both sex, age groups, disability. **Baseline:** 7.1% (2022) **Target:** TBD **Indicator:** (SDG 8.6.1) Percentage of Youth (aged 15-24) not in education, employment, or training **Baseline:** 32.38 **Target:** TBD **Indicator:** (SDG 8.3.1) Proportion of informal employment, disaggregated by sector and sex **Baseline:** 80% (2021) **Target:** 62% **Indicator:** (SDG 8.5.2) Unemployment rate, by sex, age, and persons with disabilities **Baseline:** 1.57 **Target:** 1.05 **Indicator:** (SDG 10.4.1) Labour income share of GDP **Baseline**: 31.5% **Target:** 43.9%	Population and Housing Census	**Indicators 1.2.1:** Number of youth (disaggregated by gender and disability) gained business skills. **Baseline:** 171 youth obtained internships and 63 securing full-time jobs **Target:** 2,000 youth (1,000 females, 850 males, and 150 youth with disabilities) will have acquired business skills across various sectors to enhance their employability and entrepreneurial potential. **Data Source:** UNDP Report **Frequency:** Annually		

Indicator: (SDG 4.3.1) Participation rate of youth and adults in formal and non-formal education and training in the previous 12 months, both sex, age groups, disability. **Baseline:** 7.1% (2022) **Target***:* TBD	**Data Source:** The Asia Foundation (2022)	**Output 1.3: Social cohesion and conflict prevention are strengthened through capacity-building, inclusive dialogue, and community-driven conflict resolution mechanisms.** **Indicator 1.3.1**: Percentage of entities (e.g., local government bodies, community groups, or security forces) demonstrating improved conflict prevention capacity after participation in multi-partner training. **Baseline:** 25% **Target:** 70% **Source:** National Police of Timor-Leste Report **Frequency:** Annually	Ministry of Interior National Police of Timor-Leste Municipalities	
NATIONAL PRIORITY OR GOAL (Strategic Development Plan): *By 2030, the people of Timor-Leste, particularly women, children, youth, people with disabilities, and the most vulnerable, thrive in dignity through equitable access to quality* services and *decent work in a diversified and sustainable economy. This progress is supported by resilient governance systems, strengthened capacities for disaster risk reduction and climate adaptation, and a commitment to environmental sustainability; SDGs 1,2,8,9,12,14,17.*				
UNSDCF OUTCOME INVOLVING UNDP #2: *By 2030, Timor-Leste makes significant improvements towards ensuring a diversified and inclusive economy for all, availability of decent work and optimization of the demographic dividend, and sustainable livelihood opportunities, particularly benefiting women, youth, and marginalized groups.*				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME 1*: Structural transformation accelerated, particularly green, inclusive, and digital transitions*				
UNSDCF OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	**DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES**	**INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS *(including indicators, baselines targets)***	**MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS**	**ESTIMATED COST BY OUTCOME (US$)**
Indicator: (Proxy Indicator) Average cost of the basic food basket per person per day, disaggregated by commodity **Baseline:** $ 0.99/person/day (Dec 2024) **Target:** TBD	**Data Source:** WFP Market Monitor quarterly reports	**Output 2.1: Strengthened Food Systems through capacity development of smallholder farmers in sustainable and climate-resilient food production.** **Indicator 2.1.1:** Number of smallholder farmers trained and practicing sustainable and climate-resilient food production techniques. **Baseline:** 0 **Target:** 500 **Source**: UNDP Report **Frequency:** Annually	Ministry of Agriculture Ministry of Commerce WFP FAO	Regular: $0.62M Other: $13.50M

Indicator: (Proxy Indicator) Quarterly food price inflation for imported rice and locally produced staples, disaggregated by commodity **Baseline:** 0% change in Q4 2024 (rice), –2% in Q4 2024 **Target:** Keep rice price inflation within ±1% annually; Achieve a net 5% reduction in real cost				
Indicator: (SDG 8.5.2) Unemployment rate, by sex, age, and persons with disabilities **Baseline:** 1.57 **Target:** 1.05 **Indicator:** (SDG 8.3.1) Proportion of informal employment, disaggregated by sector and sex **Baseline:** 80% (2021) **Target:** 62% **Indicator:** (SDG 8.6.1) Percentage of Youth (aged 15-24) not in education, employment, or training **Baseline:** 32.38 **Target:** TBD	**Data Source:** Labour Force Survey Population and Housing Census	**Output 2.2. Improved access to sustainable economic opportunities for youth (male & female)** **Indicators 2.2.1:** Number of youth (disaggregated by gender and disability) employed or starting a business within 6 months of graduation. **Baseline:** 171 youth obtained internships and 63 securing full-time jobs **Target:** 500 youth gain employment (250 females, 200 males, and 50 youth with disabilities) and 1,500 youth become entrepreneurs (750 females, 650 males, and 100 youth with disabilities) **Data Source:** UNDP Report **Frequency:** Annually **Indicators 2.2.2**: Number of youths (disaggregated by gender) accessing financial services.	Ministry of Commerce Ministry of Agriculture Municipalities Chamber of Commerce Timor-Leste FAO WFP KOICA	

		Baseline: 550 Female, 367 male **Target:** 5,000 (2,500 female, 2,500 male) **Data Source:** UNDP Report **Frequency:** Annually **Indicator 2.2.3**: Number of youth (disaggregated by gender and disability) benefiting from jobs and improved livelihoods (annual) **Baseline:** 3,194 Female, 5,300 Male, 100 persons with disabilities **Target:** 10,000 (5,000 female, 4,500 male, 500 persons with disabilities) **Source:** UNDP Report **Frequency:** Annually **Indicator 2.2.4:** Number of ecotourism enterprises/SMEs established by youth, women, persons with disabilities and local communities. **Baseline:** 0 **Target:** 10 **Source:** UNDP Report **Frequency:** Annually		
Indicator: (SDG 14.5.1) Proportion of marine key biodiversity areas covered by protected area status. **Baseline:** 19.61% (2023) **Target:** 46.7% **Indicator:** (SDG 15.1.2) Proportion of important sites for terrestrial biodiversity that are covered by protected areas **Baseline:** 45.578 (2023)	**Data Source:** SDG Global SDG Global (UNEP, BLI, IUCN)	**Output 2.3: Capacity and tools to implement NbS in key ecosystems at seascape and landscape levels improved following the 'ridge to reef' and 'whole of islands' approach.** **Indicators 2.3.1:** Extent of NbS integration in planning, with measurable outcomes and targets. **Baseline:** 9 plans (140,000 ha) **Target:** 15 integrated cluster plans (200,000 ha) with approved NbS investment in implementation. **Source:** UNDP Report **Frequency:** Annually	Ministry of Tourism and Environment Ministry of Agriculture Municipalities	

Target: 100 **Indicator:** SDG 15.4.1) Coverage by protected areas of important sites for mountain biodiversity **Baseline:** 50.787 (2023) **Target:** 100		**Indicators 2.3.2:** Number of Gender-disaggregated NbS projects for biodiversity and ecosystem conservation. **Baseline:** 0 **Target:** 2,000 NbS projects for sustainable resource management, 50% led by women. **Source:** UNDP Report **Frequency:** Annually **Indicator 2.3.3:** Number of institutional skills enhanced in natural capital accounting and NbS, reflected in capacity development scores. **Baseline:** 0 **Target:** 22 institutional skills enhanced in natural capital accounting and NbS, with 50% (11) of these skills targeted for women. **Source:** UNDP Report **Frequency:** Annually **Indicator 2.3.4:** Total area (ha) of land and ecosystem under protection and restoration. **Baseline:** 130,000ha (NKS) **Target:** 200,000 ha (New MPA) **Source:** UNDP Report **Frequency:** Annually **Indicator 2.3.5:** Number of households, including smallholder farmers, benefiting from sustainable blue-green livelihoods. **Baseline:** 1,000 **Target:** 2,000 **Source:** UNDP Report **Frequency:** Annually.		

NATIONAL PRIORITY OR GOAL (Strategic Development Plan): *By 2030, the people of Timor-Leste, particularly women, children, youth, people with disabilities, and the most vulnerable, thrive in dignity through equitable access to quality* services and *decent work in a diversified and sustainable economy. This progress is supported by resilient governance systems, strengthened capacities for disaster risk reduction and climate adaptation, and a commitment to environmental sustainability, SDGs 6,7,11,12*				
UNSDCF OUTCOME INVOLVING UNDP #3: *By 2030, people in Timor-Leste – particularly children, women, youth, persons with disabilities, and the most marginalized – benefit from resilient infrastructure, safe water and sanitation, and strengthened systems that enhance resilience to climate change-induced disasters, through integrated approaches to climate change mitigation and adaptation.*				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME 3: *Resilience built to respond to systemic uncertainty and risk*				
UNSDCF OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	**DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES**	**INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS *(including indicators, baselines targets)***	**MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS**	**ESTIMATED COST BY OUTCOME (US$)**
Indicator: (SDG 6.2.1) Population using safely managed sanitation services, by sex, age group, rural/urban. **Baseline:** 21% (r)/42% (u) (2022) **Target:** 100%	**Data Source:** SDG Global (UNICEF, WHO) Population and Housing Census	**Output 3.1: Resilient rural infrastructure developed against climate induced disaster.** **Indicator 3.1.1:** Number of resilient small-scale rural infrastructure constructed/rehabilitated. **Baseline:** 34 (GCF) **Target:** 40 (GCF) **Source**: UNDP Report **Frequency:** Annually	Ministry of Public Works Ministry of Tourism and Environment	Regular: $0.62M Other: $28.90M
Indicator: (SDG 6.1.1) Proportion of population using safely managed drinking water, at least basic service, total (disaggregated by water source, rural/urban) **Baseline:** 85.5% (2022) **Target:** 100% **Indicator:** (SDG 7.b.1) Renewable energy capacity **Baseline:** 0.5927 (2022) **Target**: 4.4	**Data Source:** 2023 VNR, Population and Housing Census IRENA SDG Global (IEA, UNSD, IRENA)	**Output 3.2 Access to reliable renewable energy enhanced through solar-powered infrastructure for communities.** **Indicator 3.2.1:** Number of people benefiting from solar powered infrastructure and having better access to public services. **Baseline:** 120,000 (Women: 60,000; persons with disabilities: 5,000) **Target:** 140,000 (women: 70,000; persons with disabilities: 6,500) **Source:** UNDP Report **Frequency:** Annually **Indicator 3.2.2:** Number of rural households with access to solar home system. **Baseline:** 2,000	Ministry of Public Works Ministry State Administration Municipalities Government of Japan UNICEF	

Indicator: (SDG 7.2.1) Renewable energy share of total final energy consumption **Baseline:** 12.14% (2022) **Target:** TBD		**Target:** 3,000 **Source:** UNDP Report **Frequency:** Annually **Indicator 3.2.3:** Number of People have access to renewable energy for better services delivery. **Baseline**: 650,000 **Target:** 800,000 **Source:** UNDP Report **Frequency**: Annually.		
Indicator: (SDG 11.5.1) Number of deaths, missing persons and directly affected persons attributed to disasters per 100,000 population (Target A of Sendai Framework), disaggregated by sex, age group, type of hazard. **Baseline:** TBD **Target**: TBD **Indicator:** (SDG 13.1.2) Number of countries that adopt and implement national disaster risk reduction strategies in line with the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015–2030 **Baseline:** TBD **Target:** TBD **Indicator:** (SDG 1.5.3) Number of countries that adopt and implement	**Data Source:** CPA, SENDAI Framework UNEP	**Output 3.3 Risk informed development planning and disaster response enhanced.** **Indicator 3.3.1:** Number of updated climate information systems integrating gender-and disability-disaggregated data. **Baseline:** 2 (not gender and disabilities disaggregated) **Target:** 2 (gender and disabilities disaggregated) **Source:** UNDP Report **Frequency:** Annually **Indicator 3.3.2:** Percentage of population/villages with enhanced disaster risk management capacity, disaggregated by gender and persons with disabilities. **Baseline:** 0 **Target:** Year 5: 50% of villages and 65% of the population (with % of women and persons with disabilities) **Source:** UNDP Report **Frequency:** Annually **Indicator 3.3.3:** Number of community-led disaster management plan developed. **Baseline:** 0 **Target:** 10 **Source:** UNDP Report **Frequency:** Annually	Ministry of Tourism and Environment Ministry of Interior Civil Protection Authorities	

national disaster risk reduction strategies in line with the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015–2030 **Baseline:** TBD **Target:** TBD				
NATIONAL PRIORITY OR GOAL (Strategic Development Plan): *By 2030, the people of Timor-Leste, particularly women, children, youth, people with disabilities, and the most vulnerable, thrive in dignity through equitable access to quality* services and *decent work in a diversified and sustainable economy. This progress is supported by resilient governance systems, strengthened capacities for disaster risk reduction and climate adaptation, and a commitment to environmental sustainability; SDGs 10,12,16,17*				
UNSDCF OUTCOME INVOLVING UNDP #4: *By 2030, Timor-Leste's governance and public financial management systems are more inclusive, digital, transparent, accountable, and responsive to women, children, youth, and persons with disabilities, and ensure equitable access to public services.*				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME 2: *No one left behind centring on equitable access to opportunities and a rights-based approach to human agency and human development.*				
UNSDCF OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	**DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES**	**INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS *(including indicators, baselines targets)***	**MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS**	**ESTIMATED COST BY OUTCOME (US$)**
Indicator: (SDG 17.19.1) Resources made available to strengthen statistical capacities in developing countries. **Baseline:** 0.8776 (2021) **Target:** 2.3 **Indicator:** (SDG 16.a.1) Countries with National Human Rights Institutions in compliance with the Paris Principles **Baseline:**2 (2024) **Target:** 2	**Data Source:** Ministry of Finance IPU/SDG Global SDG Global (ITU) SDG Global Paris	**Output 4.1: Decentralization process advanced through improved capacity for service delivery and increased numbers of central services delivered at municipal level.** **Indicator 4.1.1:** Number of civil servants trained and applying decentralized service delivery practices at the municipal level. **Baseline:** 0 **Target:**700 civil servant (30% women) **Source:** Ministry of State Administration Report **Frequency:** Annually. **Indicator 4.1.2:** Percentage of marginalized groups (women, youth, rural/urban, People with Disabilities) accessing digitalized local services. **Baseline:** 0	Ministry of State Administration Ministry of Justice Municipalities UNICEF, WHO, WFP, UNWOMEN & UNFPA	Regular: $0.62M Other: $14.0M

Indicator: (SDG 16.7.1) Proportion of positions (by sex, age, disability, population groups) in public institutions (national and local) **Baseline:** 0.777/0.36 (2024) **Target:** 0.9/1 **Indicator:** (SDG 17.8.1) Proportion of individuals using the internet, by age, sex, rural/urban. **Baseline:** 40.75 (2022) **Target**: Under Discussion with relevant partners		**Target:** 50% **Source:** Municipalities Report **Frequency:** Annually.		
Indicator: (SDG 16.a.1) Countries with National Human Rights Institutions in compliance with the Paris Principles **Baseline:** 2 (2024) **Target:** 2 **Indicator:** (SDG 17.19.1) Resources made available to strengthen statistical capacities in developing countries. **Baseline:** 0.8776 (2021) **Target:** 2.3	**Data source:** SDG Global (OHCHR) Provedoria de Direitos Humanos e Justiça DHS 2016, 2025	**Output 4.2: Rule of Law enhanced, and justice system strengthened.** **Indicator 4.2.1:** Percentage of GBV survivors accessing legal aid services. **Baseline:** 50% (1,345 received GBV Support) **Target:** 60% **Source:** Ministry of Justice Report **Frequency:** Annually **Indicators 4.2.2:** Number of local police officers trained in crime prevention, GBV, domestic Violence and Sexual Harassment **Baseline:** 547 officers (32% women) **Target:** 4,000 officers (40%of women) **Source:** National Police of Timor-Leste Report **Frequency:** Annually.	Ministry of Justice Anticorruption Commission Prosecutor General Office UNWOMEN	

Indicator: (SDG 5.2.1) Ever-partnered women and girls subjected to physical and/or sexual violence by a current or former intimate partner in the previous 12 months, disaggregated by age groups, education, rural/urban. **Baseline:** 36.8% **Target:** 0				
Indicator: (SDG 5.5.1) Seat held by women in national parliament, disaggregated by age group. **Baseline:** 38.46% (2024) **Target:** 50 **Indicator:** (SDG 16.6.1) Primary government expenditures as share of original approved budget **Baseline:** 83.36(2019) **Target: 100** **Indicators:** (SDG 16.7.1) Proportion of positions (by sex, age, disability, population groups) in public institutions (national and local) **Baseline:** 0.777/0.36 (2024) **Target:0.9/1**	**Data Source:** IPU/UN women Ministry of Finance	**Output 4.3: Public Transparency and Accountability Enhanced** **Indicator 4.3.1:** Number of PFM reforms recommendation implemented to improve budget transparency and accountability. **Baseline:** 0 **Target:** 3 **Source:** Ministry of Finance Report **Frequency:** Annually **Indicator 4.3.2:** Percentage national budget allocated to gender responsive and social inclusion programs. **Baseline:** 1% **Target:** 10% **Source:** Ministry of Finance Report **Frequency:** Annually	Ministry of Finance Parliament Municipalities	

Indicator: Public trust in the electoral processes **Baseline:** 86% (2023) **Target**: Under Discussion with relevant partners	**Data Source:** IRI, 2023	**Output: 4.4: Electoral Cycle management enhanced to foster transparency, inclusion, and accountability.** **Indicators 4.4.1:** Percentage of registered voters who participate in elections. **Baseline: 60%** **Target:** 90% **Source:** National Electoral Commission Report **Frequency:** 5 years	National Electoral Commission Ministry of Interior Municipalities UNWOMEN	